52e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 5 31 JANVIER 1935

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les Jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Prélat de la Maison de Sa Sainteté
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. Lyautey, sa jeunesse, sa formation. — II. Lyautey à Madagascar, puis en Afrique. — III. Lyautey au Maroc. — Analyse de ses méthodes. — IV. Leçons qui se dégagent de l'œuvre de Lyautey. — V. Mustapha-Kemal et la Turquie nouvelle. — VI. Mustapha-Kemal et l'Europe actuelle. — VII. Ce qui s'est passé en Espagne en octobre dernier : une tentative de dictature bolchéviste. — Acharnement contre la religion, les prêtres et les monuments du Moyen-Age. — Graves leçons à retirer de ces événements. — VIII. Les projets de la Maçonnerie française selon M. de Fels et la *Revue de Paris*.

I

Le P. Jalabert a commencé dans les *Etudes* du 20 novembre une belle analyse du caractère de *Lyautey L'Africain*. En lui donnant ce surnom, il a sûrement songé aux grands proconsuls romains, il a songé à Scipion et il a voulu nous suggérer une ressemblance entre le maréchal que la France a perdu le 27 juillet dernier et les admirables conquérants et colonisateurs de l'ancienne Rome. On sait que Rome n'a pas eu que de bons colonisateurs; auprès des Scipion, elle a eu des Verrès. Nous n'essaierons pas de nous demander si la France a connu des Verrès ou si l'espèce en a disparu. Mais il est sûr que la vie d'un Lyautey a quelque chose de tonifiant pour le lecteur français, et qu'il s'en dégage des leçons qu'il ne faut pas laisser perdre. Suivons donc le P. Jalabert ; nous ne pouvons pas avoir meilleur guide, plus agréable et mieux informé.

Dès son enfance, semblable à ces saints qui laissent prévoir, presque depuis leur berceau, leur vocation future, le jeune Lyautey donna des signes de la passion qui remplirait sa vie.

« Dans le parc de Crévic, un gros garçonnet joufflu et bouclé, triomphalement assis sur un tas de sable. Absorbé par son jeu, le bambin pétrit à pleines mains son domaine. Il « joue au pays » : traçant ici des routes, là des fleuves, construisant des ponts, des maisons. » Quand la belle saison est passée et qu'il faut revenir à Nancy, Hubert Lyautey recommence son jeu sur une grande planche qu'on lui a abandonnée. C'est donc une vraie passion chez lui et l'avenir devait prouver que cet enfant avait l'âme et le génie d'un « constructeur de villes. »

Et pourtant, tout sembla d'abord s'opposer à la réalisation du grand rêve. Petit-fils et petit-neveu de glorieux soldats de l'Empire, Hubert ne songeait qu'à la carrière des armes. On sait qu'un accident grave faillit arrêter toute sa carrière ultérieure ; il dut porter un corset de fer durant une partie de sa jeunesse. Mais il ne renonça pas pour cela à son idéal, et, ayant triomphé des premiers obstacles, il entra à Saint-Cyr.

Là ce fut autre chose. Il était essentiellement indépendant. Il avait une nature fougueuse, un caractère impérieux ; toute discipline lui était à charge. Chez lui comme chez Napoléon, à côté du réalisateur il y eut toujours le fantaisiste et le rêveur. Il devait se heurter à la barricade odieuse des règlements souvent désuets ou interprétés de façon trop rigide. On sait qu'en matière religieuse, la *lettre* a toujours tendance à étouffer, ou du moins à opprimer l'esprit ; il en est de même dans les autres domaines. L'opposition entre le *fond* et la *surface,* entre la routine et la création, entre la tradition morte et la puissance de nouveauté qui est la marque de la vie, se retrouve en littérature comme en morale, en politique comme en religion. Elle est spécialement visible dans l'art militaire.

Hubert Lyautey eut à surmonter d'incroyables dégoûts, des ennuis sans cesse renouvelés. A l'école de Saint-Cyr, tout le heurte : instructeurs placides et sans âme, caporalisme borné, obsession des habitudes toutes faites, et par dessus tout, comme il devait le confier à Albert de Mun, « rien qui élevât l'âme ou la transportât. »

On aurait pu croire que cette impression se serait atténuée à son entrée à l'Ecole d'Etat-Major. Pas du tout. Son ennui demeure incurable. A part les cours de Niox, moins terre-à-terre que les autres, il n'arrive à s'intéresser à rien. Le contact avec la troupe ne parvient pas à le dérider. C'est la vie de caserne, démoralisante, abrutissante, pour qui ne sait pas s'élever au-dessus du *drill* mécanique ou de la corvée quotidienne. L'officier est pour le soldat un « instructeur, » mais on lui refuse d'être cela dans le plein sens du mot. On l'oblige à se cantonner dans le métier ; il doit négliger le moral, oublier qu'il a affaire à des âmes. Il doit traiter ses hommes comme des mécaniques perfectionnées ; on ne lui permet pas de prendre sur eux une influence sociale ou morale quelconque.

Lyautey, dans le système sans âme où il se sentait pris, étouffait; il écumait, n'en pouvait plus.

« Dire qu'il fut un temps où Hubert Lyautey, qui se sentait une « force perdue, » ne connut qu'un espoir : « Tenir ferme jusqu'au 24 octobre 1903, » date libératrice où la retraite lui rendrait son indépendance, le droit de respirer libre, à moins que d'ici là une entreprise, une compagnie industrielle, ne vînt lui offrir de l'employer à n'importe quoi ! »

A cette heure, où il semblait avoir touché le fond de la détresse morale, la Providence vint à son secours, et de la manière la plus inattendue. Ce fut en somme un coup de tête de sa part qui amena le déclanchement de toute une suite d'événements qui le firent sortir de l'ornière où lamentablement il s'enlisait.

Un jour de printemps de 1891, sur la couverture de la *Revue des Deux Mondes* on vit s'étaler le titre d'un article sensationnel sur « le rôle social de l'officier. » Cet article n'était pas signé; le nom de l'auteur y était remplacé par trois mystérieuses étoiles.

« Pour nous, écrit le P. Jalabert, qui les relisons avec nos idées d'aujourd'hui, ces pages ardentes ne nous semblent pas bien séditieuses. Noblesse de pensée, générosité de sentiments, avec une petite pointe d'illusions juvéniles, qui ne manque pas de charme. Pour y trouver de la satire, y déceler des critiques amères, bref, quelque chose de révolutionnaire, il faut nous rappeler quelles routines elles bousculaient et quelles nouveautés elles faisaient brusquement éclater dans l'atmosphère de ces machines qui tournaient à vide. L'impression fut considérable, les réactions, pas toujours très honorables. »

L'on n'eut pas beaucoup de peine à percer l'anonymat de l'auteur de cette étude, qui, par le seul fait d'afficher des préoccupations morales et sociales, causait une sorte de scandale dans le monde sans âme que le machinisme nous a fait ! Le commandant Lyautey fut noté non seulement comme le plus indiscipliné des hommes, mais aussi comme un personnage bizarre, aux idées presque dangereuses.

Cependant le général de Boisdeffre, qui lui voulait du bien, et qui était alors chargé des nominations d'officiers, estima qu'il contenterait à la fois les critiques de Lyautey et Lyautey lui-même, en le nommant à un poste d'Etat-major en Indo-Chine. Ce brusque départ pouvait passer pour une sanction, et d'autre part le changement d'air ne pouvait que faire du bien au jeune commandant qui souffrait de son inaction. Boisdeffre ne se doutait pas qu'il ouvrait à Lyautey la voie du plus glorieux avenir, et Lyautey ne s'en doutait pas davantage.

Il arrive au Tonkin à la fin de novembre 1894. Sa première impression, en débarquant, ne fut pas bonne. Il retrouvait là-bas une bureaucratie, des intrigues, des routines, de la paperasserie, comme dans la métropole, en un mot tout ce qu'il détestait. Il écrit amèrement : « Le plus grand nombre, civils ou militaires, se fiche de la colonie comme d'une guigne. Les questions de personnes priment tout. »

Heureusement, au bout de quelques jours, sa situation change. Le chef d'Etat-major qu'il doit seconder est tombé malade. Il le remplace. Cette « tuile heureuse » le jette en plein dans les affaires de la colonie. Il lui faut des *responsabilités* et on les lui donne. Il se sent en confiance. « Tout le monde est gentil, cordial, déférent, » écrit-il maintenant.

Il est surtout saisi par le travail : « Ça me change tant de France, dit-il, de sentir qu'au lieu de travailler dans le vide, de faire des plans de transport qui ne transporteront rien et de préparer des manœuvres conventionnelles, on fait de l'immédiat et du réel. »

Mais ce n'est pas tout. Lyautey tombe alors sur l'homme qu'il lui faut, sur un homme qui lui ressemble et qui devient pour lui un frère aîné, un animateur, un modèle. Cet homme était Galliéni. En apparence, tout les séparait : « Galliéni, élevé à La Flèche, de formation républicaine, très simple d'habitudes, un peu sec ; Lyautey, traditionaliste, aristocrate, passionné. »

Mais ces différences ne sont qu'à la *surface*. Le *fond* chez eux est semblable. Tous deux aiment l'utile, le réel, le concret, l'action qui porte. Tous deux sont mus par une grande passion de fond : l'*amour de la patrie* se confondant avec l'*amour de la gloire*. Du premier coup, jaillit entre eux l'étincelle. « Il m'a bigrement empoigné, comme seigneur lucide, précis et large, » écrit Lyautey. Ils font une tournée d'inspection en commun. Lyautey exulte de « constater ce magnifique spécimen d'homme complet, de voir réalisé ce type de chef absolu, soldat et administrateur, rustique et cérébral, de toucher un homme qui, pour avoir un habit catégorisé, ne se croit pas forcément parqué dans le 2 novembre 33 et qui développe à travers la vie, sans entraves, son entière personnalité [1]. »

Galliéni, de son côté, sent qu'il a trouvé un homme. Il entreprend de le former. Il lui donne une inoubliable leçon, en lui demandant un jour de lui montrer le Cours de Tactique générale et de Service en campagne, que Lyautey a rapporté de l'Ecole de guerre. Celui-ci étale tous ses Manuels sur une table. « C'est très bien, lui répond Galliéni, tout cela, donnez-le moi. » Et sans dire un mot, il va chercher un grand papier gris, il enveloppe soigneusement les bouquins, entoure le papier d'une ficelle, le cachète et lui dit du ton le plus calme : « Je vais renvoyer tout cela à Hanoï ; je ne veux pas que vous ayez la tentation d'y jeter les yeux pendant que vous serez avec moi ; ces bréviaires ne feraient ici que vous embrouiller, et c'est sur place, en maniant les hommes et les choses, que vous apprendrez votre métier ! »

[1] Toutes ces citations sont tirées des *Lettres du Tonkin et de Madagascar,* de Lyautey lui-même. — « Le 2 novembre 33 » est le règlement du *Service intérieur.*

Lyautey a compris. La leçon ne sera plus jamais perdue. La doctrine du chef tient en deux mots : action et diplomatie. De même, jadis, Bonaparte avait dit : « Je suis tantôt lion et tantôt renard. Le tout est de savoir quand il faut être l'un ou être l'autre... »

Agir : Galliéni se réserve de concevoir et de donner les ordres. Pour le reste, il se confie à son chef d'Etat-major. « Je ne veux, dit-il, connaître aucun détail. Je veux garder mon cerveau libre pour concevoir et diriger. J'entends qu'aucune difficulté ne vienne jusqu'à moi. Le but seul me concerne. Les moyens, c'est votre affaire. A vous de les tenir toujours prêts... Vous êtes entouré de gens au courant de tous les détails..., vieux routiers de la chose : embêtez-les tant que vous voudrez, mais ne me demandez rien. »

Galliéni fait comme il dit. Il s'absorbe dans son labeur de chef. C'est un travailleur formidable. Il ne connaît pas de repos. Il étudie les questions, il médite, il s'isole. Il apprécie, il pèse et il décide. Puis, la résolution prise, il donne un bain à son esprit. Il se libère de toute obsession, en se plongeant dans une lecture qui lui assurera un alibi et rendra la souplesse à son esprit. Il se promène avec un compagnon, en causant librement de tout, excepté du service. A ce régime, il a conquis sur son esprit un empire incroyable.

Lyautey s'en étonne et parfois, au début, s'en inquiète. Pendant que Galliéni lui parle de Stuart Mill, de d'Annunzio ou de Lucrèce, il n'écoute que d'une oreille distraite. Il songe aux imprévus qui sont venus troubler le déroulement du plan en cours d'exécution : un convoi qui n'arrive pas, les chemins qui ont ralenti la marche, la pluie qui commence à tomber, etc.

Un jour, il se risque à dire un mot de ses angoisses au colonel Galliéni. Celui-ci le coupe d'un mot : « Laissez donc tout ça tranquille, à la fin, lui crie-t-il. Les ordres sont donnés, tout le nécessaire est fait : à quoi cela vous avancera-t-il de ratiociner ? Vous avez aussi besoin que moi de tenir vos méninges en bon état : causons Stuart Mill et nous verrons bien demain matin. »

Une autre fois, ils surveillent ensemble, d'un mamelon, la marche des colonnes lancées sur la ville de Ké-Huong. Lyautey, nerveux, ne tient pas en place « Mais tâchez donc, lui dit Galliéni, de rester tranquille. Avez-vous un livre anglais ? Non. Avez-vous un album de poche ? Oui, alors prenez-le et croquez-moi l'ensemble de la position... Pas de tracassin, faites votre croquis et laissez-moi lire mon bouquin. »

C'est avec des leçons de cette nature que Galliéni dresse son jeune ami.

Voilà pour l'action : profonde méditation avant de décider. Puis, la décision prise et les ordres donnés, tranquillité parfaite de l'âme, en attendant les résultats. Cette leçon n'est pas seulement pour les militaires. Ajoutez à cela deux petites choses très simples : prière et confiance en Dieu, et vous avez toute la tactique des grands apôtres et des saints !

Mais il y a aussi la diplomatie. Oh ! ce n'est pas surtout à l'égard des adversaires qu'il faut en user. Se battre contre des pirates, c'est une stratégie d'enfant. La diplomatie la plus difficile, c'est envers les bureaux qu'il faut l'exercer. Il s'agit d'arracher les autorisations d'agir, de mettre en mouvement les jaloux, les indifférents, les formalistes, les tâtillons. Il faut se débrouiller parmi des imbécillités comme celle que contient cette phrase d'un commissaire général : « J'aimerais mieux voir perdre un million d'approvisionnements que de penser qu'ils ont été sauvés par des moyens irréguliers. »

Galliéni a pour principe d'aller au plus pressé. Il fait à sa tête. Et voici comment il résume sa méthode à l'égard des bureaucrates : « Je leur sers des plats pour leur estomac, dit-il, je leur rapetisse tout ce que je fais, j'avance en cachette, en louvoyant, en atténuant toujours la portée des choses, en donnant comme mesures de simple police, de détail, de rectification de commune, mes actes les plus osés et, en somme, les plus révolutionnaires, et alors ça passe. »

Voilà encore une chose que Lyautey n'oubliera pas, et il aura souvent à utiliser la même méthode !

II

Nous voici en 1897. Lyautey, né à Nancy en 1854, a 43 ans. Galliéni, son maître en science coloniale, vient d'être nommé à Madagascar. Il se hâte de faire venir Lyautey. Tout est là-bas à organiser. Lyautey se rue sur sa tâche nouvelle. Il est à son affaire ; son activité trouve enfin à se déployer : « Etais-je assez fait pour elle ! écrit-il... Je me sentais né pour créer et je crée, pour commander et je commande, pour remuer des idées, des projets et des œuvres, et j'en remue à la pelle, pour ne pas subir une discipline passive, et Dieu sait si c'est le cas avec Galliéni, avec qui la subordination est une collaboration intime et n'a rien des rapports d'élève à pion, tels que ceux de tous les subordonnés avec tous les chefs de France. »

Ses lettres débordent de joie. Il a trouvé la formule de cette joie dans Shelley : « *The soul's joy lies in doing !* La joie de l'âme gît dans l'action », et sa sœur fait graver à son intention cette formule sur une bague. Il écrit avec enthousiasme : « Je suis tellement empoigné par cette œuvre de créateur, je vis tellement de mes routes, de mes villages, de mes champs, de mes troupeaux, de mes pépinières, que je ne puis m'empêcher de vous les raconter. »

Les opérations militaires l'intéressent moins que son travail de constructeur. Dans ses lettres, il revient toujours à cela : « Je viens de recevoir pour 500 francs de graines, maïs, betterave, orge, trèfle, qui vont être ensemencées ; 400.000 boutures d'arbres divers dans la pépinière, et, à l'étable, 38 vaches, 80 cochons et chèvres, sans compter la basse-cour, qui est le *clou* de l'établissement. » Voilà ses bulletins de triomphe. Cet

homme de guerre n'aime que la vie. Il ne répond en rien au sabreur brutal que l'imagerie d'Epinal du socialisme voudrait nous faire voir dans toute la gent militaire.

Ajoutons que c'est à Madagascar qu'il a appris et pratiqué en grand la méthode, qu'il va rendre classique, de « la tache d'huile », et qui consiste à organiser un secteur à fond, avant de passer au secteur suivant, à avancer insensiblement et pas à pas, à créer une « colonie qui marche », par le simple spectacle de sa prospérité, de sa sécurité, de sa richesse, de sa force.

Mais tout a une fin. Bientôt Lyautey est désigné pour revenir en France. Il connaît de nouveau la vie de garnison. « L'homme de brousse » qu'il était devenu supporte de plus en plus malaisément cette existence mesquine et monotone. Heureusement, il fait la rencontre providentielle de Jonnart, gouverneur d'Algérie, qui est justement très inquiet de ce qui se passe sur les confins du Sud-oranais et du Maroc. Les incursions des irréguliers sur notre territoire constituent une menace constante. Il faut là un homme de décision et d'organisation. Jonnart demande Lyautey au général André. Ce ministre de triste mémoire estime que la nomination de Lyautey « ancien adjoint de Galliéni », fera bien dans les journaux. On est en pleine période combiste. Le régime « abject » fait peser sur l'armée l'ignominie et la terreur des fiches. Lyautey est mandé au ministère. La dépêche qui l'appelle a été incomplètement traduite par les sous-ordres chargés de la déchiffrer. Lyautey ne sait pas pourquoi il est convoqué. Son général lui demande s'il ne s'est pas montré à la messe : c'est alors le crime des crimes ! Lyautey arrive à Paris assez découragé, mais résolu à défendre les droits de sa conscience et à jeter sa démission au ministre, s'il ose lui reprocher l'exercice de sa foi de chrétien ! Lamentable époque, où de telles angoisses pouvaient traverser le cœur d'un Lyautey !

Le matin, après une nuit sans sommeil, il ouvre un journal en prenant son petit déjeuner, et il y voit sa nomination au commandement de la subdivision d'Aïn-Sefra !

Cette fois, il va pouvoir donner pleinement sa mesure. Il a reçu les étoiles de général de brigade. Il pose nettement ses conditions à Jonnart : « Je veux, lui écrit-il, l'unité de mon territoire. Je veux avoir sous mes ordres non seulement tous les services militaires, mais aussi tous les services politiques, les officiers de renseignement, tout... ou renvoyez-moi à Paris ! »

Il fallut en passer par ses exigences. Et dans « son » territoire il se mit à appliquer la méthode de la « tache d'huile, » organisant et pacifiant, de proche en proche, toute la région troublée. Il lui arrive de rencontrer des difficultés dont l'origine se trouve dans la vaine paperasserie des ministères. Il saute à pieds joints par-dessus, comme Galliéni lui a appris à le faire. Quelques incidents sont mémorables.

Un jour, il envoie une lettre à Jonnart, où se rencontre une critique assez verte des bureaux ministériels. D'ordinaire, Jonnart édulcore ses rapports avant de les transmettre. Cette fois, il est en congé ; ses secrétaires font partir le document sans y rien changer. A Paris, c'est Clemenceau qui le reçoit. Il entre dans une terrible colère, exige le rappel du général. Jonnart prend sa défense ; il explique que Lyautey est un pur-sang habitué à « ruer dans les brancards ». Clemenceau risposte du tac-au-tac : « Qu'il rue tant qu'il voudra, mais je ne tolérerai pas qu'il envoie du crottin au gouvernement ! » Et Lyautey serait mis à pied, si juste à ce moment les affaires ne se gâtaient en sorte que l'on ne peut se passer de ses services !

Autre affaire : Lyautey a pénétré en territoire marocain, car il estime que la frontière a été mal tracée, que la géographie est plus forte que les parchemins, que la paix de notre territoire exige l'occupation d'une palmeraie qui sert de base de départ à toutes les bandes qui menacent nos possessions tranquilles. Mais en apprenant que nos troupes ont occupé la palmeraie de Béchar, le quai d'Orsay s'affole. Il ignore tout de ce pays, sauf qu'il est en territoire marocain, et il redoute les criailleries de l'Europe, alertée par le sultan du Maroc. Heureusement, Lyautey a prévu la chose : il décide que la palmeraie occupée n'est pas celle de Béchar, mais celle de Colomb-Béchar, qui est en territoire français. Ceux qui douteront de sa parole n'auront qu'à y aller voir ! Jonnart, documenté par lui, peut donc répondre au quai d'Orsay : « Nous ne sommes pas à Béchar, mais à Colomb ! » — « Oh ! alors c'est différent ! »

Une autre fois, Lyautey est entré à Berguent. Cette fois encore la tache d'huile a débordé une frontière tout arbitraire et théorique. Combes, qui préside le ministère, donne l'ordre d'évacuer. Lyautey bondit sous l'affront. Il dicte un long télégramme qui est encore plus un ultimatum qu'un plaidoyer. « Tu vas me chiffrer cela », dit-il au capitaine Renouard. — « Mon général, réplique l'officier, tremblant d'émotion, permettez-moi d'abord de vous embrasser : enfin, j'ai trouvé un chef ! »

Jonnart le couvre une fois de plus : « Vous êtes à Berguent, lui écrit-il, restez-y, quoi qu'on dise! »

Une autre fois, il lui écrit, en reconnaissant la hauteur de vues dont il fait preuve : « Ce n'est que depuis que vous êtes à Aïn-Sefra que nous avons une politique marocaine... Là où l'on se perdait en vaines démonstrations, vous avez fait la clarté... Mon cher ami, c'est pour moi une consolation et un appui que de vous voir travailler, aboutir, réussir, alors que les coloniaux de Paris disent et font tant de bêtises ! »

La politique marocaine de Lyautey est très simple. Avant lui, on se plaignait au sultan du Maroc des incursions des irréguliers ; le sultan exprimait des regrets, promettait des répressions, mais ne bougeait pas. Avec Lyautey, tout change : nous faisons savoir au sultan que nous allons procéder aux répressions qu'il ne peut faire, et s'il fait mine de protester, nous lui disons : « Alors, c'est que vous soutenez les coupables ! Les soutenez-vous, oui ou non ?... » Avant qu'il ait osé répondre, les délinquants sont mis à la raison.

III

Et enfin voici Lyautey au Maroc, qu'il connaît déjà si bien. Il a eu déjà deux fois l'occasion d'y

pénétrer : une première fois pour occuper Oudjda, par mesure de police militaire ; une seconde fois pour se rendre, sur l'ordre de Clemenceau, qui enfin l'a compris et a trouvé en lui ce qu'il appelle drôlement « un Monsieur », auprès du général d'Amade, dont l'opinion ne comprend pas les lenteurs, parce qu'elle ignore la situation.

Mais ce ne sont là que des préparations lointaines à son rôle futur. En 1912 sonne pour lui l'heure des grandes entreprises. Nous avons eu « le coup d'Agadir », de laborieuses négociations avec l'Allemagne, à qui il a fallu donner ce que les diplomates appellent un « pourboire », une partie de notre Congo. A ce prix nous avons les mains libres au Maroc. Le gouvernement français confie à Lyautey l'une des plus lourdes tâches qui puissent échoir à un homme. Mais il est prêt, et il est de taille à affronter son destin. L'homme est égal à l'œuvre.

« Quand il débarqua à Casablanca, écrit le P. Jalabert, Lyautey se trouva en présence du problème le plus effroyablement compliqué. Problème diplomatique, problème militaire, problème indigène, problème européen, interférant les uns avec les autres. Bref, suivant son expression, il tombait en « plein guet-apens ».

Officiellement, la France intervenait au Maroc pour y rétablir l'ordre, pour y imposer des réformes administratives et pour y garantir les intérêts européens. Le mot de protectorat n'avait pas été prononcé. Nous avions sans doute obtenu de l'Angleterre et de l'Italie les libertés nécessaires ; mais l'Allemagne nous surveillait et l'Espagne ne voyait pas d'un œil très satisfait que nous nous implantions dans un domaine que, depuis tant de siècles, elle avait en vain essayé de faire sien.

Il fallait agir prudemment, ne pas faire de bruit, ne pas entonner l'hymne de la victoire, trop tôt. Il fallait « passer à travers les mailles du filet ». D'autre part, une fois l'opération engagée et en bonne voie, il était nécessaire de forcer la main aux routines bureaucratiques, de se délivrer des entraves parlementaires, après s'être affranchi des entraves diplomatiques. Or, cela pouvait passer pour contradictoire, puisqu'en régime parlementaire on ne peut rien sans alerter l'opinion, sans se faire appuyer par les journaux, sans s'entourer d'une large publicité, tandis que cette publicité même était interdite par la nécessité de ne pas réveiller les susceptibilités européennes.

C'est alors que les leçons de Galliéni furent très utiles à Lyautey. Il avait appris de son maître et ami à rapetisser, pour les bureaux, toutes ses entreprises, à se débarrasser le plus possible des lisières administratives. Dans le Sud-oranais, il avait déjà pratiqué cette « politique du vilbrequin », qui par sa ténacité silencieuse finit par obtenir autant de résultats que la politique à fracas, avec moins de dangers de complications européennes. C'était surtout là qu'il faut dire : « Le bien ne fait pas de bruit et le bruit ne fait pas de bien ! »

Justement sa doctrine de la « tache d'huile » était merveilleusement adaptée aux conditions du problème à résoudre. Faire d'abord petit, marcher à pas feutrés, ne frapper de coups d'éclat que lorsqu'il faut faire un exemple et que l'on peut revendiquer hautement la responsabilité du tapage.

Lyautey aperçoit fort bien les divers aspects de sa tâche. Ne pas inquiéter l'Europe, c'est l'aspect négatif. On pourrait ajouter : ne pas soulever inutilement les colères électorales du socialisme, qui fait recette par l'antipatriotisme. *Pacifier, organiser, coloniser,* ce sont les aspects positifs, c'est-à-dire l'essentiel. « Dans la réalisation de ce programme, ce qui frappe avant tout chez Lyautey, c'est d'une part la simplicité et l'originalité des moyens ; de l'autre, la simultanéité de l'effort, l'ubiquité du chef, toutes les parties du plan menées à la fois, avec une attention sans défaillances, un brio qui commande partout le succès. »

Pacifier, c'est le rôle de l'armée. Mais comment Lyautey emploiera-t-il son armée ? Il sera infiniment ménager de ses hommes. Il ne les lancera qu'à coup sûr et n'oubliera jamais son principe désormais célèbre : « Montrer la force, pour en éviter l'emploi. » Il visera surtout à réaliser tout de suite, sur un secteur défini et limité. l'idéal d'ordre économique qui est le sien. Que lui demande-t-on en effet ? D'ouvrir le Maroc au commerce européen. La grande préoccupation des Etats modernes, suréquipés industriellement, c'est de trouver des « débouchés », des tranches de clientèles nouvelles, des possibilités d'échange. On ne conquiert pas pour le plaisir d'avoir à garder de vastes étendues de territoires. L'impérialisme moderne est essentiellement le fils de l'industrialisme : on colonise pour écouler des produits, faire la navette entre la matière première et les marchandises fabriquées. Ce qui justifie une conquête, aux yeux des gouvernants actuels, ce n'est pas, quoi qu'on dise, *l'expansion de la civilisation*, au sens élevé de ce mot, c'est-à-dire au sens religieux, moral et intellectuel ou artistique. Lyautey sans doute est capable de comprendre ce haut point de vue. Mais sans l'écarter de ses préoccupations, il sait que son œuvre ne sera viable que s'il dégage tout de suite « *un Maroc utile* », qu'il cherchera ensuite à étendre le plus possible.

Sa première opération sera donc pour prendre pied dans le pays. Ici un coup d'éclat est nécessaire, sous tous les rapports, même dans l'ordre diplomatique. De là la libération de Fez, la marche foudroyante de Mangin sur Marrakech. Mais dès que ces résultats essentiels sont obtenus, dès que le coup est frappé et que la leçon a porté, Lyautey change de méthode. L'armée se mue en force de police. Elle donne l'exemple de la discipline et de l'ordre. Elle protège le travail et le rassure, elle répand la sécurité et la confiance. Les officiers deviennent des diplomates ; ils ont ordre d'agir sur les notables, de lier conversation avec eux, de faire comprendre l'action de la France comme une action pacifique, bienfaisante, respectueuse des

croyances, des situations établies, des élites sociales, des coutumes locales. Les médecins militaires se font les missionnaires de l'hygiène et de la santé publiques. Dans la zone déjà pacifiée, le travail reprend, les échanges se multiplient. Le « Maroc utile » entre dans le circuit économique universel. C'est cela que l'on visait ; le résultat est acquis. Mais pour Lyautey, il n'est jamais complet : la tache d'huile doit s'élargir. L'étude géographique, économique, stratégique du Maroc insoumis se poursuit rapidement. Les colonnes avancent, au fur et à mesure des possibilités. Comme on l'a fort bien dit, la méthode de Lyautey c'est « une organisation qui marche. »

Mais quelle forme définitive prendra cette organisation ? Nous sommes entrés au Maroc pour pacifier et réformer. Si le mot « protectorat » n'est pas inscrit dans les traités, il en résume l'esprit. Mais on peut, sous la lettre des traités, viser à autre chose. En Algérie, par exemple, nous avons supprimé l'ancienne dynastie régnante ; à Madagascar, il a fallu en faire autant. Par contre, en Tunisie, dans l'Annam, nous avons adopté la formule du Protectorat. Lyautey a réfléchi à ces diverses possibilités d'avenir. Il ne veut ni tricher ni biaiser. Il estime que la formule que les traités nous impose est capable de rendre les meilleurs résultats. Il l'accepte pour elle-même et sans arrière-pensée. Il voit en effet d'une vue très claire la possibilité et la nécessité, en présence d'un aussi vaste empire, d'une étroite collaboration entre le pouvoir protecteur et la dynastie protégée. Pour qu'il y ait collaboration légitime et confiante, que faut-il en effet ? Avoir devant soi un partenaire capable de comprendre son propre intérêt et de se laisser conduire. Lyautey choisit donc dans la famille régnante l'homme qui répondra à cette simple définition.

L'intérêt de la France est d'aller vite, avec un minimum de complications et de frais. Le concours de la dynastie régnante nous aidera sûrement à atteindre plus tôt et avec moins de difficultés notre but final. D'autre part, l'intérêt du sultan est d'avoir un Etat pacifié, élargi, un Etat dans lequel sa domination ne sera plus simplement théorique, mais réelle, en ce sens qu'elle sera reconnue par la foule énorme des féodaux lointains qui depuis longtemps n'obéissent plus. La France *protège* donc efficacement le sultan, et le sultan montre sa reconnaissance au pouvoir protecteur, en adoptant des méthodes de gouvernement modernes et justes. La France civilise, le sultan règne et ne gouverne pas, les sujets sont garantis dans leurs droits. Tout le monde gagne à ce jeu supérieur.

Ce que Lyautey a fort bien compris aussi, c'est que le prestige du sultan a surtout un caractère religieux. Il se montre donc extrêmement déférent pour les croyances des indigènes, sans pour cela fermer la porte aux missionnaires catholiques que la présence des Européens suffit à imposer. Lyautey lui-même est convaincu que le musulman estimera toujours davantage un chef qui pratique loyalement et ouvertement sa propre religion, celle de ses pères et de son âme, que celui qui affecte l'indifférence et l'indulgence lointaine du mépris à l'égard de toutes les croyances.

D'autre part, il recommande la prise de contact avec les indigènes. Il appelle cela plaisamment « la politique de la tasse à thé. » Il faut se montrer, se lier, apprivoiser la population méfiante, et pour cela s'en donner la peine. Cette mise en œuvre des forces morales, cette utilisation de la « fraternité humaine » fait à Lyautey le plus grand honneur. C'est par là qu'il s'assimile aux plus grands conquérants : tel Napoléon, après la paix d'Amiens, ne songe plus qu'aux œuvres de la paix, aux canaux à creuser, aux routes à refaire, aux ports à nettoyer, aux esprits à unir et à mettre en confiance. Mais plus heureux que Napoléon, Lyautey pourra réaliser son rêve, sans se voir entraîné à des entreprises divergentes et finalement ruineuses.

Pacifier, organiser, c'est beaucoup. Mais Lyautey est venu pour coloniser, et cela veut dire : *équiper économiquement un pays neuf*. Il y a eu en France des hommes qui ont été des maîtres dans l'art diplomatique, tels que Richelieu, ce Descartes de la politique, et Mazarin, son élève et continuateur. Il y en a d'autres qui ont été des maîtres dans l'art militaire. Mais ils n'ont pas pu donner leur mesure comme administrateurs, ou quand ils ont pu la donner, ils se sont révélés inférieurs sous ce rapport. C'est au contraire dans cette partie que Lyautey triomphe. Il a sous les yeux un pays vierge. Mais l'Europe lui envoie des chercheurs de trésors : il lui arrive environ 2.000 colons par mois ! Il a contre lui la méfiance des financiers, la lenteur et l'inertie des bureaucrates, la cupidité naïve et brutale des immigrants, en quête d'un Eldorado, la routine des indigènes, et surtout la mesquinerie des hommes à courte vue. Il voit grand et profond dans l'avenir. On lui reprochera sans cessse sa *mégalomanie* et son *gaspillage*. Rien ne l'arrête cependant. Il poursuit son œuvre, telle qu'il la voit, avec une sublime obstination. On ne se représente pas, par exemple, ce que veut dire simplement ceci : la création à Casablanca d'un grand port. Que de résistances il a fallu vaincre, que de critiques affronter, que de plans dresser ! Tout le monde disait : « C'est fou ! A quoi servira un port si vaste, dans une si petite ville et encore si peu stable et sûre ? » Or, c'est Lyautey qui avait raison. Tout le monde le reconnaît actuellement. Mieux que cela : ce port que l'on trouvait démesuré est déjà *trop étroit,* au bout de 20 ans ! « Que serait-il advenu pour l'avenir du pays, si la décision de Lyautey ne l'avait emporté sur la sagesse médiocre des pense-petits, si sa ténacité n'avait pas fait fléchir toutes les résistances, si sa fougue entreprenante et ses terribles colères n'avaient pas eu le dernier mot ? »

Un port, c'est bien. Mais il faut, pour alimenter le commerce de ce port, un hinterland bien ouvert et sillonné de routes et de chemins de fer. Lyautey construit des routes. Dès 1920, le pays possède un réseau logique et perfectionné, que parcourt immédiatement un trafic intense.

Lyautey, du reste, n'est pas un simple utilitariste. Il a le goût de l'art, jusque dans l'administration. Il a horreur du laid. Les villes qu'il bâtit ou agrandit sont construites sur des plans intelligents et élégants. C'est qu'il voit la vie en toutes choses, et que, pour lui, l'art fait partie de la vie humaine comme de la nature.

Mais ce que la postérité devra surtout admirer comme le prodige de Lyautey, c'est sa conduite durant la guerre. Il n'avait eu que deux ans pour imposer au Maroc son ascendant incomparable. La guerre éclate en 1914. La France, en péril de mort, a besoin de tous ses défenseurs ; le gouvernement lui réclame ses troupes. Et pourtant il ne veut pas abandonner le pays : ce serait la ruine de toute son œuvre, de toute la France nord-africaine. Sans doute, il sait que la propagande allemande est au travail pour coaliser contre nous tous les mécontents. Il suppute les forces qui lui sont indispensables pour tenir le coup et faire face à toutes les éventualités. Il trouve moyen de rapatrier immédiatement 20 bataillons et six batteries, et il promet d'en renvoyer d'autres. Mais il demande des réservistes pour les remplacer et on les lui donne. Il inaugure alors « la politique du sourire. » Il affecte devant les indigènes la certitude de la victoire sur l'Allemagne, une confiance gaie, une tranquillité magnifique, et qui cache cependant les plus cruels soucis. Il est aussi beau alors qu'une mère qui trouve moyen de sourire à son enfant malade, en dépit de ses anxiétés, pour accroître toutes ses forces de résistance au mal. Les troupes qu'il a, il les emploie à des manifestations extraordinaires : l'exposition de Casablanca en 1915, les foires de Fez en 1916 et de Rabat en 1917. Un homme d'Etat français, dont on ignore le nom — et cela vaut mieux pour lui — en est tellement surpris, que dans son inintelligence il ose dire : « Des soldats ! Mais prenez-en donc au Maroc : l'armée, elle y fait des foires ! » Il n'avait pas compris, le malheureux, que ces gestes de Lyautey étaient des « gestes de guerre » et que c'était pour lui le meilleur moyen de garder à la France une magnifique colonie : *le triomphe de la force morale !*

IV

Ne poursuivons pas plus loin la description de l'œuvre de Lyautey ; au surplus, elle est dans toutes les mémoires. Mais essayons de dégager le *secret* de ses succès. Quand on lui demandait à lui de le dire, il répondait simplement : « *J'ai duré et j'ai été bien secondé.* » C'était modestie de sa part. Il n'aurait pas *duré,* surtout avec un tempérament comme le sien, souvent incommode aux grands de la politique parlementaire, s'il ne s'était imposé par ses services et ses succès. Sa durée est donc résultat et conséquence, plus encore que cause et principe explicatif. De même, il n'a été bien secondé que parce qu'il savait *choisir* et *commander* ses coopérateurs. C'est une partie de l'art d'un grand maître que de former des disciples qui le continueront. Le secret de Lyautey est donc justement celui-là : s'imposer comme maître, — ensuite se découvrir des collaborateurs et leur communiquer la flamme.

Il s'impose comme maître, par une sorte de rayonnement physique, qui n'était que le reflet de son âme de feu. « Aucun n'a échappé à cette impression de force à haute tension qui émanait de sa personne, à cette température de brasier, à ce puissant rayon de vie qu'il dégageait, obscur et direct, qui forçait les âmes dans leurs repaires et les harcelait, » écrit G. de Tarde. « Ce don extraordinaire, quasi physique, inexplicable et irrésistible comme une force naturelle,... c'est lui qui galvanise les hommes, les aimante, les propulse et les agrège. Là est le secret du génie de Lyautey. » Donc premièrement *il s'impose*. Et si ce fait premier suggère un don inné, il exige aussi une passion toujours en éveil, toujours au travail, toujours « en prise » dans son existence quotidienne. Lyautey croit à son œuvre. Il y croit avec passion, avec emportement, avec fougue. C'est la « foi qui transporte les montagnes, » la foi qui engendre la foi. Il se montre constamment sur la brèche. Il ne « dételle » jamais. Et il n'est pas étonnant que son exemple soit contagieux, que la jeunesse vienne à lui. Il ne peut pas se passer de la confiance de ses intimes, et ceux-ci ne la lui marchandent pas. Il les emballe littéralement ; ils se feraient tuer pour « le patron. » Et cette fidélité de leur dévouement, il la sent dans leurs gestes sans phrases, dans leurs actes sans paroles, dans leur dévouement inlassable. Et chose curieuse, cette confiance qu'il a engendrée lui revient à lui-même, sous forme d'encouragement, d'aliment substantiel. Il lui fallait une telle atmosphère pour vivre et travailler. Il se l'est créée et il en reste néanmoins et à juste titre profondément ému et reconnaissant à ses subordonnés.

Il s'impose, il sait choisir. Mais il sait aussi commander et il faut méditer sa méthode. Elle est faite pour éclairer tous ceux qui ont la responsabilité de la direction des hommes, soit dans l'ordre temporel, soit dans l'ordre spirituel.

Loi essentielle : « Le rôle du chef n'est pas de faire, mais de faire faire. » Cette loi est capitale, pour bien des raisons. Première raison : le chef ne peut pas tout faire. Il est placé pour voir loin et de haut. Il doit se consacrer à la méditation, établir des plans. S'il se perd dans le détail, il s'étrique, se rétrécit, il enlève à l'ampleur de sa vision tout ce qu'il accorde à l'élaboration des buts intermédiaires. La profondeur de la méditation s'accorde mal avec la minutie des déductions de second ordre. Sans doute un Bonaparte a l'art de manier les ensembles et de descendre instanta-

nément aux ultimes conséquences, de calculer mentalement le nombre de cartouches qu'il lui faudra pour une expédition ou une campagne entière. Mais ce don est rare et il n'est pas indispensable. Le chef réfléchit, pèse, décide. — Puis il ordonne. Lyautey ne veut pas que le détail lui soit apporté. Ses collaborateurs ont, pour exprimer ce trait de son caractère, un mot original et suggestif : ils disent qu'il exige qu'on lui « éternue » un dossier. Donc pas de phraséologie, pas de verbiage, rien que l'essentiel et le résultat.

Une seconde raison pour laquelle le chef doit « faire faire, » et donc laisser à chaque subordonné sa responsabilité, c'est qu'il ne commande pas à des machines, mais à des hommes, c'est que la responsabilité seule fait de véritables collaborateurs. Ce qu'il y a justement de désastreux dans notre régime industriel moderne, c'est que l'homme y est privé d'initiative et n'est plus qu'un complément et un esclave de la machine, c'est que l'on tend à faire de lui, dans tous les domaines, un simple rouage, — ce qui arrive notamment dans les régimes *totalitaires* dont l'Europe actuelle présente de si déplorables exemples.

Lyautey a donc horreur du tout fait, horreur du règlement rigide, horreur du parfait en tant que s'opposant au réel, horreur de l'esprit tâtillon. Il lui arrive de dire : « Pas d'institutions, des hommes ! » Et cela doit en effet s'appliquer à des élites. Les institutions sont nécessaires : il le sait aussi bien qu'un autre. Mais ce qu'il veut dire, c'est que les cadres ne doivent pas étouffer le tableau, c'est que les institutions ne valent que par les hommes qui les mettront en œuvre. C'est dans le même sens que nous disons que le Concile de Trente n'a rien fait de plus grand et de plus utile que l'institution des Séminaires. Les réformes décrétées antérieurement étaient excellentes ; mais aussi longtemps que l'on n'avait pas réformé les hommes, il ne servait de rien de réformer les lois.

Ne croyons pas cependant que le rôle du chef se borne à fulgurer des ordres dont l'exécution sera le fait de subordonnés laissés à eux-mêmes. Non, le chef doit aussi tenir ses subordonnés en haleine, par des inspections inopinées, par l'examen constant des résultats. Les *résultats,* voilà l'épreuve totale, nécessaire, décisive. Les résultats, c'est la consécration ou la condamnation de l'idée du chef ou de l'exécution des inférieurs.

Si les résultats sont bons, c'est que l'idée était juste et que les exécutants ont fait leur devoir. S'ils sont nuls ou mauvais, ou insuffisants, c'est de deux choses l'une : ou que l'idée ne valait rien (erreur du chef), ou que l'exécution a été défectueuse. Le chef, en principe, doit être assez réfléchi, assez prudent, assez éclairé, assez entouré de conseils intelligents, pour que toute chance d'erreur soit éliminée, dans les cas ordinaires. Lyautey, cependant, sait faire très grande la part du *risque*. Un insuccès ne prouve pas nécessairement que l'idée du chef était mauvaise, si l'on savait que des inconnues volontairement négligées subsistaient au point de départ des calculs. Mais ce que Lyautey n'admettait pas, c'était l'insuffisance et surtout la négligence dans l'exécution. De là ses colères légendaires comme celles de Napoléon, mais qui s'expliquent par ce fait : la négligence, c'est la trahison de l'idée par l'homme.

Tels sont les principes essentiels de la méthode de Lyautey. Ne disons pas que nous avons expliqué après cela toute son œuvre, car son œuvre c'est lui-même, et la personnalité d'un grand homme est encore plus impénétrable que celle de l'homme « moyen ».

En quittant le Maroc en 1925, Lyautey eut ce mot, qui révèle ce qui avait été la passion dominante de sa vie : « Voyez-vous, Reibel, il y a une chose qui m'embête rudement, c'est que je ne bâtirai plus de villes ! »

Il a eu cependant l'occasion de prouver qu'il connaissait la limite de son art. Tout le monde a lu cet épisode des derniers mois de sa vie : sa visite à une école apostolique de missionnaires et le discours étonnant et étincelant qu'il fit aux « petits moines » :

« Vous vous dites : Lyautey, maréchal de France, Lyautey du Tonkin, de Madagascar, du Sud-oranais, du Maroc, Lyautey constructeur de villes, fondateur de colonies, voilà une vie d'action, une vie grisante, exaltante ! Oui ! Vous avez raison. Et pourtant cette vie ne se suffit pas à elle-même. Cette vie ne serait rien s'il n'y en avait pas une autre : une vie de l'âme, une vie de la pensée, une vie de la prière, une vie de la contemplation, en avant et au-dessus de la vie d'action. N'oubliez pas le mot de l'Evangile, sur celle qui avait « choisi la meilleure part ! »

Ce sont là de magnifiques réflexions. Elles achèvent de nous donner la mesure de la grandeur de l'homme ! Qu'il vive dans la mémoire de tous les Français dignes de ce nom !

V

Sans quitter tout à fait le monde musulman, auquel appartient le Maroc de Lyautey, transportons-nous vers les régions où naguère la religion de Mahomet semblait défier les atteintes de l'occidentalisme. Nous voulons dire vers la Turquie. Que devient l'ancien empire des sultans et des khalifes ? Il y a longtemps que nous n'avons eu l'occasion de parler de Mustapha-Kemal, le dictateur oriental. C'est lui qui, au lendemain de la guerre, a donné le premier le signal de la création des gouvernements autoritaires et totalitaires. L'amiral Degouy nous entretient de ce personnage remarquable, dans les deux n^os^ du 15 et du 22 décembre de la *Revue hebdomadaire*. Il envisage surtout les relations entre la jeune Turquie et les autres peuples et son étude a pour titre : *Mustapha-Kemal et l'Europe*.

On sait qu'au moment où éclata la Grande Guerre, la Turquie était déjà travaillée intérieurement par le conflit des partis. Deux courants d'idées se partageaient les esprits, comme du reste

en Russie : appelons ces deux courants : les *traditionalistes* et les *progressistes*, — ou les *conservateurs* et les *libéraux*, — les *encroûtés* et les *révolutionnaires*. Il faut bien croire que ces deux tendances représentent les deux pôles de la pensée et de l'activité humaines, car en Russie à la même époque on distinguait les *slavophiles* et les *occidentalistes*, et dans tous les autres pays on pourrait retrouver les deux tendances opposées. Mais chez les peuples de civilisation récente et simpliste, ces deux tendances se présentent sous des formes abruptes, sommaires, excessives, sans nuances. On est pour ou contre, brutalement et sans chercher à se comprendre. Il faut que l'un ou l'autre parti l'emporte, et entre eux ce n'est qu'une question de force.

Or, la défaite a été fatale, en Turquie comme en Russie, à l'ancien ordre de choses. Mais le résultat n'a pas été le même de part et d'autre. En pays chrétien, on ne quitte le traditionalisme que pour tomber dans une mystique opposée : *le socialisme*, qui n'est qu'un christianisme démarqué et transposé, car tout ce que le christianisme nous propose pour la vie future, bonheur universel, justice parfaite, satisfaction de tout l'être humain, le socialisme, dans sa naïveté et son orgueil outrecuidant, prétend nous l'offrir dès cette vie !

En pays non-chrétien, il n'en est pas ainsi. Le libéralisme ne prend de la révolution que les traits négatifs : confiance dans la science, mépris de la religion du passé, vernis de civilisation ; mais il ne prend pas la peine de se donner une mystique. Il fait appel purement et simplement à la force, il s'impose à la foule tyrannisée et domptée, et tout est dit.

Mustapha-Kemal est un *dompteur*, rien de plus. Il s'est trouvé porté au pouvoir par l'effondrement de toutes les anciennes autorités. La défaite turque avait couché dans le tombeau côte à côte le sultanat et le khalifat, d'une part, — le parti des « jeunes Turcs », représenté par Talaat pacha, Enver pacha, Djemal pacha, d'autre part. Ce fut le « Parlement ottoman » qui, transporté hâtivement d'Istamboul en Asie, prit la défense des débris de l'empire vaincu, c'est-à-dire de l'Anatolie. Mais à ce Parlement il fallait un général, qui fut Mustapha-Kemal et qui devint *son maître*.

Mustapha-Kemal était né en Roumélie orientale, en 1880. Il était soldat et rien autre chose. Il s'était distingué, en 1912-1913, en Tripolitaine, dans la lutte contre les Italiens. Au cours de la guerre, en 1915, il avait conduit, comme général, une attaque victorieuse, à Anaparta, dans la campagne des Dardanelles, contre les Anglais. Il avait rendu un peu plus tard de grands services en Palestine. Au moment de l'armistice de Moudros, qui termina la guerre sur le front turc, en 1918, il fut exilé à Samsoun.

Sa carrière semble finie, et il n'a que 38 ans. Mais bien des Turcs n'ont pas accepté la défaite ; ils rêvent d'une revanche ou tout au moins d'une défense à mort contre l'envahisseur. Lorsque les Grecs débarquent à Smyrne et prétendent s'y installer, en mai 1919, Mustapha-Kemal est de ceux qui s'indignent de leur audace. Il lance un appel aux armes, et s'empare de la direction des affaires, dans un pays où le pouvoir central fait figure de prisonnier de l'étranger. Il convoque à Erzeroum les notables d'Anatolie et leur fait voter, le 19 juillet 1919, une « résolution » qui contient déjà le programme de la résistance et du relèvement national.

L'année suivante, le 23 avril 1920, le Parlement ottoman, définitivement installé à Angora (officiellement Ankara, l'ancienne Ancyre des *Galates* évangélisés par S. Paul et descendants des *Volskertectosages* de Toulouse), dépose le sultan, captif, dit-il, à Constantinople, et élit Mustapha-Kemal *président* et *généralissime*. Du coup le personnage est le maître absolu de la Turquie. Analysez l'origine de son pouvoir, et vous verrez ceci : l'assemblée qui lui donne l'investiture est composée de Turcs *occidentalistes*, qui copient les modes de nos pays parlementaires, en exagérant nos manies jusqu'à la caricature. Ces députés ont été élus, Dieu sait comment, par les citoyens turcs. En vertu de la *souveraineté populaire*, qui est le *mythe* de l'Occident déchristianisé, cette assemblée proclame, dans l'acte même par lequel elle se donne un chef, que c'est elle qui *possède tous les pouvoirs* : législatif, exécutif et judiciaire. En somme, le peuple est censé avoir abdiqué entre ses mains. A son tour, elle se donne une tête, et elle a peut-être la prétention, tout d'abord, de faire de ce président un simple « bras séculier ». Mais comme Mustapha-Kemal est généralissime, et par ailleurs ambitieux, dominateur, sans scrupule, habitué du reste au commandement, il s'empresse de comprendre son rôle dans le même sens que l'assemblée avait compris le sien en face des électeurs. Il suppose que l'assemblée, qui possède tous les pouvoirs, les lui délègue intégralement, en ne gardant plus que le droit de dire, en turc sans doute : *Amen !*

Il agit, il parle, il ordonne, en dictateur, et tout le monde s'incline. Il est le chef indiscuté.

Au surplus, la victoire vient le consacrer tout à fait. A la fin de 1920, il a refoulé jusqu'à la mer de Marmara 40.000 Anglo-hindous qui tenaient le chemin de fer de Bagdad. L'année suivante, il fait mieux : il arrête sur la Sakhara, non loin d'Angora, la dangereuse offensive menée par le roi Constantin et 150.000 Grecs, dans une série de rudes combats qui se déroulent du 28 août au 10 septembre. En 1922, il a repris en main ses troupes épuisées, il a porté le chiffre de ses soldats à 120.000. Il se jette sur les Grecs imprudemment dispersés sur un front de 300 kilomètres, il les bat, les force à la retraite, les pousse en désordre jusqu'à Smyrne, que ses soldats triomphants et avides reçoivent la permission de piller, à partir du 8 septembre, en attendant de la brûler le 13. Comme on le voit, ces *occidentalistes* turcs res-

tent aussi Turcs que les pires conservateurs de leur race. L'occidentalisme est pour eux un prétexte, une occasion, tout comme le marxisme chez les « occidentalistes » russes.

Un mois plus tard, le 10 octobre 1922, Mustapha-Kemal conclut avec les puissances alliées de la Grande Guerre l'armistice de Moudania, qui détruit celui de Moudros. Les Grecs évacuent, la tête basse, tous les territoires anatoliens. Les Turcs rentrent en maîtres à Stamboul et gardent même une partie de la Thrace. Le traité de Sèvres, que le Parlement ottoman avait refusé de ratifier en 1920, se trouvait caduc sans avoir été appliqué [1].

La situation internationale de la Turquie fut réglée par le traité de Lausanne. Les négociations commencèrent sous la présidence de lord Curzon, le 20 novembre 1922. Tout de suite, l'Angleterre réclama la liberté des Détroits. Cela voulait dire que les navires de guerre auraient le droit en tout temps de pénétrer dans la mer Noire. Mais si les Turcs durent céder sur le principe, il ne fut pas possible de leur imposer le contrôle permanent du désarmement des forts, en sorte que, en cas de complications internationales, les Turcs conservent la possibilité de réarmer promptement leurs ouvrages et de fermer les Détroits, s'ils y trouvent leur intérêt. Les discussions se poursuivirent au sujet des capitulations, que les Turcs supprimaient, et sur le régime de protection des Européens et des minorités ethniques qui les remplacerait. Le négociateur turc, Ismet pacha, se montrait arrogant et désinvolte : on n'est pas plus occidentaliste !

Il fut impossible de s'entendre. Les pourparlers furent rompus le 4 février 1923. Mais les occidentalistes turcs n'avaient voulu que soutirer aux puissances occidentales le maximum de concessions. Quelques jours après la rupture des discussions de Lausanne, Mustapha-Kemal convoquait à Smyrne un « congrès économique », où il faisait voter un pacte destiné à affranchir économiquement la Turquie de la tutelle européenne. Puis il déclarait qu'il était prêt à reprendre les négociations avec les Puissances sur la base du pacte voté à Smyrne. On revint donc à Lausanne, et cette fois on bâcla en trois mois, du 23 avril au 24 juillet, le traité de Lausanne, qui était « la reconnaissance par l'Europe d'une Turquie restreinte aux pays turcs, mais pourvue de ses débouchés maritimes et de la souveraineté sans entraves dont jouissent tous les Etats européens [2]. »

Dans l'intervalle, Mustapha-Kemal avait donné la mesure de son « occidentalisme » par une série d'ordonnances réformatrices et laïcistes : 1° suppression du khalifat et destitution du dernier khalife, l'ex-sultan Méhémet, — 2° laïcisation de l'enseignement et de la justice, — 3° suppression des harems et des voiles féminins, — 4° institution du mariage civil et de l'état civil (3 mars 1924), — 5° promulgation, le 20 avril 1924, d'une constitution républicaine, avec un Président élu pour 4 ans et simplement doté du *veto* suspensif, comme jadis Louis XVI. En fait, Mustapha-Kemal n'était nullement incliné à abandonner le pouvoir au bout de ses quatre ans. Mais il était sûr que nul ne songeait à le lui enlever.

Toutes ces mesures, jointes au Traité de Lausanne, marquaient l'avènement d'une Turquie nouvelle, décidée à s'isoler de l'Europe et à créer elle-même son destin à sa guise. Pour la France, c'était la fin d'une situation privilégiée qui remontait à François Ier.

VI

Huit ans se passent. La Turquie ne fait presque pas parler d'elle. Si elle a des relations avec les pays européens, ces relations sont distantes et ses préférences vont vers ses alliés de la Guerre. L'œuvre de réorganisation intérieure se poursuit avec succès. Le *Bulletin officiel du comité France-Orient* de mai-juin décrit en ces termes le travail accompli :

« Sous l'impulsion de deux hommes énergiques et méthodiques, le ghazi Mustapha-Kemal et Ismet Pacha, président du Conseil, les progrès accomplis depuis neuf ans sont prodigieux. Ce pays aux richesses immenses s'est donné comme régime un gouvernement républicain national démocrate [1], qui favorise la propriété individuelle, qui respecte le travail et l'activité de l'individu, mais qui confie à la nation les affaires où sont engagés les intérêts généraux et supérieurs. On a d'ailleurs adopté le principe de l'Economie dirigée, en s'appuyant sur la science et la technique modernes. Sous l'ancien régime, le budget était toujours déficitaire de 5 à 6 millions de livres turques, au moins (la livre valant aujourd'hui 12 fr. français). Pour faire face aux besoins, on recourait à l'emprunt. Les appointements des fonctionnaires et les pensions n'étaient jamais régulièrement payés et leurs bénéficiaires étaient la proie des usuriers qui escomptaient pensions et appointements échus à 50 % de leurs montants. Les créanciers de l'Etat n'étaient jamais payés en temps voulu.

Dès l'avènement de la République (lisez : dictature), tout cela fut changé : le budget fut établi avec un équilibre réel et durable, base fondamentale en matière de bonne finance. Depuis six ans la livre turque se maintient à un cours équivalent à 12 fr. français. »

Mais ce n'est là que le cadre, la forme. La richesse d'un pays ne tient pas toute dans le budget d'Etat. Ce qu'il faut considérer, c'est l'activité industrielle, commerciale, agricole, la richesse en matières premières, etc.

[1] L'amiral Degouy remarque avec raison que l'une des causes de ces triomphes de la vieille Turquie, rajeunie par Mustapha-Kemal, était la convention peu honorable d'Angora, du 20 octobre 1920, par laquelle la France acceptait d'évacuer la Cilicie et les défilés du Taurus. C'est parce que Mustapha-Kemal avait les mains libres de ce côté, qu'il put consacrer toutes ses forces à la lutte contre les Grecs. Comme récompense de notre complaisance, nous avons reçu de la nouvelle Turquie la dénonciation des célèbres « capitulations », qui faisaient de tous les chrétiens, en Orient, les protégés légaux de la France.

[2] Par ce traité, les Turcs avaient reçu notamment le droit de transplanter 1.500.000 Hellènes d'Anatolie et de Thrace dans les terres pauvres de Macédoine et de Thessalie, qui ne nourrissaient jusque-là que 350.000 musulmans !

[1] En réalité : *une dictature*.

En Turquie le sol est riche : fer, cuivre, charbon, pétrole, en abondance. Les forêts sont nombreuses et florissantes. Il y a de belles chutes d'eau fournissant de la houille blanche en quantité et permettant l'irrigation agricole. On a créé des fermes modèles, opéré la sélection des animaux domestiques et des semences, fondé des coopératives agricoles. Notons toutefois que l'admirable Ionie ne s'est pas relevée des pillages et incendies de 1922.

L'un des revenus de l'Etat est le monopole des tabacs, pleinement réorganisé et en évidente prospérité. Les bénéfices de l'Etat s'élèvent à 24 millions de livres, contre 7 autrefois.

Le commerce turc a passé, dans la plupart des cas, des mains étrangères aux Ottomans ; l'Etat a pratiqué une politique outrancière en ce sens.

L'Etat turc a employé les méthodes les plus « occidentales » pour alléger le fardeau de ses dettes. La dette extérieure a été réduite, notamment à la suite de l'accord du 22 avril 1933, de 100 millions de livres turques à 8, soit, avec la différence des taux, de 2 milliards et demi à 100 millions de francs, ce qui représente une banqueroute volontaire de 96 %.

Ajoutons que la livre turque paraît stabilisée, ce qui indique une situation saine; mais les impôts sont lourds.

Ce qui intéresse en outre l'observateur étranger, c'est l'examen des facteurs religieux, moraux, politiques. La Turquie est un Etat sans Dieu. Les dirigeants ont pratiquement apostasié. Ce sont des libre-penseurs ! Ne nous fions pas trop cependant à la mise en sommeil de l'Islam. La polygamie existe toujours, en théorie, bien que la loi déclare le mariage monogame mariage « normal », ce qui en somme est une preuve de l'influence chrétienne, sous une forme indirecte, jusque dans les milieux les plus hostiles au christianisme.

Au point de vue politique, la Turquie est farouchement nationaliste et il s'est produit récemment une rencontre entre Riza Khan, le maître de la Perse, et Mustapha-Kemal (juillet 1934), ce qui semble indiquer une tendance commune aux deux pays voisins, contre l'ingérence européenne. Riza khan est à la Perse ce que Mustapha est à la Turquie. C'est un soldat de fortune comme lui. L'un et l'autre se servent des institutions occidentales pour se délivrer du joug économique et financier des Occidentaux. La Perse et la Turquie font pour l'Europe ce que le Japon a fait, en utilisant les méthodes européennes pour des fins nationalistes et qui deviendront fatalement anti-européennes.

Au point de vue militaire, la Turquie a le service obligatoire de 25 ans. Il y a en général 64.000 hommes instruits et 100.000 à l'instruction. L'armée de campagne susceptible d'entrer en action tout de suite s'élève à 80.000 hommes. La flotte ne compte qu'une unité : l'ancien *Gœben* allemand acheté en 1914, appelé maintenant *Yavouz Soltan Selim* (Sultan Sélim le Victorieux) et qui a été réparé et modernisé par une firme française, en 1930. C'est un magnifique navire, portant 1050 hommes d'équipage, et mesurant 186 m. de long, 23.000 tonnes, vitesse 26 neuds 8, avec 52.000 chevaux. En tout, la force navale turque s'élève sur le papier à 1.200 officiers et 7.700 hommes — Sur le papier encore, l'aviation turque compte 300 appareils. Mais on ne sait ni ce que sont les types d'avions, ni ce que vaut le personnel. En somme, pour la marine comme pour l'aviation, il est difficile de savoir si la Turquie compte sur son propre personnel, alors qu'il y faut tant de spécialistes qu'elle ne saurait former faute d'écoles, ou sur un personnel étranger et quel serait ce personnel !

En somme, la Turquie présente l'exemple d'un Etat autoritaire, libre-penseur, xénophobe, dirigé par un homme énergique et impérieux. Mais il ne faut pas oublier que ce gouvernement athée se superpose à une population arriérée, très attachée à ses croyances et à ses habitudes, travailleuse et docile :

> « Ces administrés, « Turcs modernes, » ressemblent peu, en général, à leurs dirigeants actuels. Tous ceux qui connaissent ce peuple anatolien, le gros des petites gens, des artisans et ouvriers des villes, des paysans surtout, sont d'accord pour leur accorder l'honnêteté foncière et la serviabilité. L'Européen qui parcourt la campagne turque est agréablement surpris d'y trouver de « braves gens, » simples et frustes, certes, mais accueillants et hospitaliers. Ils sont attachés à leurs croyances héréditaires, à leurs vieilles coutumes ; mais ces coutumes, pourtant, ne sont plus celles des hordes touraniennes que le despote du XIIIe siècle, Soliman Schah, traînait derrière sa bannière ornée de l'emblème redouté du loup gris. »

N'hésitons pas à reconnaître que l'influence indirecte des mœurs chrétiennes, de la civilisation évangélique, s'est fait sentir jusque chez les Musulmans les plus étrangers à nos croyances. C'est du reste un fait que le penseur russe Tchadaïev trouvait très frappant, que l'influence du Christ sur les non-chrétiens : « L'on n'a point, écrivait-il, une idée nette du grand œuvre de la Rédemption, l'on ne comprend rien au mystère du règne du Christ, tant qu'on ne voit pas l'action du christianisme partout où le nom du Sauveur est prononcé, tant que l'on ne conçoit pas son influence s'exerçant *sur tous les esprits* qui, de quelque manière que ce soit, se trouvent en contact avec ses doctrines. »

Il est possible, probable même, que les grands bouleversements qui se sont produits en Orient et qui ont mis en marche des populations immobilisées depuis tant de siècles auront pour résultat, tôt ou tard, d'y préparer le terrain pour la semence évangélique proprement dite.

En attendant, la xénophobie turque conduit les dirigeants à des mesures antichrétiennes. Dans les premiers jours de décembre 1934, une décision de Mustapha-Kemal a interdit *le port du costume ecclésiastique* hors des édifices du culte. Nos écoles n'en gardent pas moins un très grand

prestige et nos missions n'en poursuivent pas moins leur lent travail de pénétration dans les âmes.

VII

On commence seulement à se rendre un peu compte de la gravité des événements qui se sont déroulés en Espagne en octobre dernier. Traitant ce sujet dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 décembre, le comte de Romanones n'hésite pas à écrire : « C'est une véritable révolution qui vient d'avoir lieu en Espagne, la plus grave de toutes celles qu'ont connues les générations présentes, et l'on ne peut assurer que les événements dont furent ensanglantés les premiers jours d'octobre soient, à l'heure actuelle, entièrement terminés. » Et l'éminent auteur ajoute :

« Considéré dans son ensemble, ce qui vient de se passer en Espagne n'est rien moins qu'une tentative d'instauration du régime communiste libertaire, tentative que, par bonheur, ont fait échouer l'indignation soulevée par les atrocités commises et la discipline dont a fait preuve la force publique, le patriotisme, le courage avec lesquels elle a répondu aux ordres du gouvernement. »

Quels ont été les instigateurs du mouvement ? Ils furent de deux sortes : d'une part les hommes politiques d'extrême-gauche, surtout la *Esquerra catalana* (gauche catalane), — d'autre part les organisations ouvrières, dont les deux principales étaient l'*Union générale des travailleurs* et la *Confédération nationale du travail*. La première est de tendances socialistes marxistes et son centre est à Madrid. La seconde, qui siège à Barcelone, s'avère nettement anarchiste. Les divergences qui séparent ces deux groupements ouvriers remontent à l'opposition de principe entre Marx et Bakounine. A côté de ces deux sociétés puissantes, se placent les syndicats communistes et les sociétés anarchistes proprement dites [1].

Après leur chute du pouvoir, les socialistes tentèrent de s'allier aux communistes. Mais on ne leur pardonna pas les persécutions qu'ils avaient menées, au temps de leur omnipotence, qui dura deux ans, contre les syndicats qui n'étaient pas de leur nuance. Les socialistes s'unirent alors à la gauche catalane et au parti régionaliste basque, qui visait à l'autonomie. Enfin, les républicains de gauche espéraient reprendre le pouvoir, à la faveur d'un soulèvement. En somme, quatre groupes, dont deux de flanc et deux au centre : la gauche catalane, qui visait la proclamation de l'indépendance catalane, — le socialisme, qui escomptait la révolution sociale, — les républicains de gauche, anticléricaux, qui voulaient le pouvoir au prix du sang versé, — le parti basque, qui poursuivait son indépendance régionale.

L'une des causes de l'échec du complot a certainement été la divergence des buts et des ambitions dans les divers groupes en révolte.

Sans doute, l'alliance nouvelle ne faisait que reproduire celle qu'avait scellée en 1930 le pacte de Saint-Sébastien, en vue de la chute de la monarchie. Les conjurés se figuraient qu'ils allaient recommencer le même coup sans rencontrer de résistance grave. La monarchie était tombée si aisément ! Mais ils avaient sous-estimé les forces catholiques.

Dans la tentative de révolution, ce sont les socialistes qui ont joué le rôle principal. Ils étaient divisés en deux tendances : celle qui voulait la révolution par la loi, et celle qui voulait la révolution par la violence. C'est la seconde tendance qui l'a emporté. Les socialistes savaient que pendant leur passage aux affaires ils avaient beaucoup affaibli l'armée et confié des postes importants à leurs créatures ; ils espéraient donc ne rencontrer qu'une faible résistance. D'autre part, à la faveur des troubles récents, une sorte d'institution ignoble, qui est le chancre de l'Espagne et qui avait commencé à se développer dans les milieux antireligieux, avait pris des proportions gigantesques et alarmantes. Cette institution, — si on peut ici user d'un tel mot, — se nomme le *pistolérisme*. Cela consiste en ce que quantité de gens de sac et de corde offrent leurs services, moyennant finances, aux organisations extrémistes, et se chargent de frapper n'importe quelle personnalité qui leur est désignée par les employeurs [1]. De leur côté, les groupements communistes n'hésitent pas, pour se constituer un trésor de guerre, à lancer, de temps à autre, des expéditions armées contre les banques, à les piller et à verser le butin dans la caisse du parti ! Cela a été fait notamment à Madrid, Barcelone, Bilbao, Séville, etc. Enfin, le parti socialiste espagnol est animé d'un esprit de discipline très fort, qui a permis aux ordres de grève d'être exécutés avec une promptitude extraordinaire.

Dans les derniers temps, il s'est opéré une fusion entre communistes et socialistes analogue à celle qui existe en France sous le nom de Front unique. Les anarchistes eux-mêmes étaient entrés dans la coalition. Pendant qu'en public les feuilles du parti flétrissaient la révolution, cette révolution se préparait activement et dans un secret si relatif que la responsabilité des autorités dirigeantes est sûrement engagée dans le fait de

[1] Rappelons toutefois que des syndicats catholiques ou neutres ont maintenu en dehors de ces terribles agitations une partie du monde ouvrier espagnol. — Si la bourgeoisie incroyante avait compris son intérêt et son devoir, elle eût favorisé ces syndicats catholiques, dont les revendications restaient sur le terrain professionnel, tandis que les syndicats révolutionnaires ont toujours tenu à se substituer au pouvoir régnant.

[1] Le pistolérisme, renouvelé des exploits des *bravi* italiens d'autrefois, n'est pas autre chose que l'emploi généralisé des « assassins à gages. » C'est une véritable profession dans l'Espagne républicaine, qui a, on le sait, supprimé la peine de mort. Il n'y a jamais eu plus d'assassinats que depuis que la peine de mort a été supprimée. Les *pistoleros* reçoivent un salaire annuel et en plus une prime pour chaque victime expédiée dans un monde meilleur. Pour 50 pesetas, ne valant guère plus de 100 fr., ils sont prêts à tuer quiconque leur est désigné.

l'imprévoyance gouvernementale [1]. Le gouvernement sentait le péril, mais manquait d'énergie pour le prévenir. On considérait les Maisons du peuple et les demeures des députés comme sacrées et par suite soustraites aux investigations de la police. L'immunité parlementaire fut le grand bouclier de défense des députés révolutionnaires.

Avant que n'éclatât la crise proprement dite, les éléments républicains firent une violente pression sur le Président de la République pour orienter le gouvernement vers la gauche, en dépit du verdict de l'opinion publique, exprimé aux dernières élections. On menaçait le Président de la révolution, pour l'obliger à faire une sorte de coup d'Etat. Les groupes républicains, depuis le groupe conservateur jusqu'au groupe de la gauche républicaine, c'est-à-dire de Maura à Azana, publièrent une note annonçant leur résolution de ramener la République, *par tous les moyens*, à son orientation première, c'est-à-dire de reprendre le pouvoir. Il est vrai que ces groupes étaient divisés entre eux, que s'ils avaient été vainqueurs, par impossible, leur premier soin eût été de se disputer le butin. Pour le moment, ils ne songeaient qu'à vaincre et chacun d'eux se faisait fort d'éliminer son allié ou ses alliés, une fois la victoire obtenue [2].

Le plan de révolution comportait d'abord la proclamation de la grève générale, puis la rébellion de la Catalogne. On comptait que le gouvernement ne pourrait mener de front la lutte contre la grève et contre la Généralité catalane. Il serait donc obligé de traiter, c'est-à-dire de remettre le pouvoir à la gauche, qui croyait alors arrêter la grève générale. Là était assurément l'illusion des hommes de gauche qui pactisaient avec la Révolution. Les faits ont prouvé que les chefs républicains furent à peu près partout débordés par leurs troupes, c'est-à-dire par les éléments extrémistes. Dans certains villages de Catalogne, quelques heures s'étaient à peine écoulées depuis la proclamation de l'Etat catalan que les révoltés instauraient *le communisme libertaire*. Il n'y a guère de doute que la même chose fût arrivée dans le reste du pays, si le complot avait abouti. Les scènes affreuses qui ont ensanglanté les Asturies et la province de Léon nous donnent une idée de ce qui se serait probablement produit partout.

Heureusement le plan échoua, et cela pour trois raisons. — En premier lieu, l'attitude loyale de l'armée. En Catalogne, l'armée n'a pas montré la moindre hésitation. Elle s'est portée à la bataille contre les révoltés avec une rapidité, une décision, une énergie admirables. Et pourtant, à Barcelone, on ne compte guère que 3.000 hommes de troupes, en face d'une population de 300.000 ouvriers. Grâce à l'effort de cette garnison, le gouvernement central n'eut pas à dégarnir d'autres points menacés pour envoyer là des renforts. Dans les Asturies et la province de Léon, le premier choc fut aussi vaillamment supporté par les troupes locales : Garde civile et Garde d'assaut. Des détachements se sacrifièrent presque jusqu'au dernier homme ; d'autres ne gardèrent que 10 % de leurs effectifs. Les exemples d'héroïsme furent innombrables. La moitié des agents de l'autorité périt dans la lutte ; cela donna aux forces militaires le temps d'arriver et il en vint même d'Afrique. Les soldats avaient été travaillés par une propagande démoralisatrice, mais ils firent partout leur devoir d'une manière admirable.

A cette première cause d'échec, qui est à retenir et qui nous donne cette leçon décisive : aucune révolution ne peut réussir sans le concours de l'armée ou du moins sa passivité, — il faut ajouter deux autres causes : premièrement l'inertie et l'indifférence inattendue des grands centres ouvriers, tels que Barcelone elle même, Séville ou Saragosse. *Les forces syndicalistes* n'ont pas marché avec la révolte. Concluons-en qu'en France le Front commun ne serait rien sans la C. G. T. En second lieu, la masse de la population catalane ne montra aucun emballement pour l'indépendance que les révoltés lui promettaient. Les chefs de la tentative révolutionnaire eurent beau lancer, par T. S. F., les appels les plus angoissés et les plus pressants, personne ne bougea. Et cela prouve qu'il ne faut pas confondre les sentiments profonds du pays avec le tapage de quelques meneurs. Les chefs du séparatisme catalan faisaient beaucoup de bruit ; mais la population ne les suivait pas. Tout cela aussi est très instructif.

Si l'on sort de la Catalogne, on constate que la grève générale n'a pas été observée à Madrid. Elle y a duré huit jours, mais le travail n'a pas été arrêté complètement, la situation n'a jamais revêtu un caractère de réelle gravité.

Il n'en fut pas de même dans la province d'Oviedo. Là les éléments socialistes déployèrent une discipline formidable, un acharnement sans égal. L'armée des ouvriers atteignit le chiffre imposant de 20.000 hommes. La proximité de deux fabriques de fusils et de canons permit de doter cette armée d'un matériel complet. Les esprits étaient depuis longtemps chauffés à blanc. Les révoltés se persuadaient que ni l'armée ni les gardes d'assaut ne tireraient sur eux ; ils n'auraient donc à combattre que la garde civile et ils ne la considéraient pas comme une adversaire bien redoutable. C'est surtout là qu'il faut incriminer l'imprévoyance et l'impéritie du gouvernement. Il ne fit rien pour prévenir la catastrophe. A l'heure actuelle, en dépit d'une sanglante répression, on ne peut pas dire que le foyer soit entièrement éteint.

Il est déplorable de penser que les actes de van-

[1] On arriva à ce qu'il n'y eût plus en Espagne un seul village qui ne possédât son dépôt d'armes perfectionnées, de bombes à main, de munitions et de dynamite. Une partie de ce matériel de guerre venait de l'étranger, une autre partie fut tirée tout simplement des fabriques nationales et même des parcs militaires.

[2] Les socialistes en particulier se croyaient sûrs de l'emporter une fois pour toutes et d'établir la République soviétique, à la manière russe. Certains de leurs chefs avaient même déclaré qu'une fois au pouvoir, ils entendaient l'exercer intégralement et ne pas agir avec autant de « candeur » qu'ils l'avaient fait jusque-là. — Les républicains modérés, de leur côté, se flattaient de contenir les éléments socialistes et de détenir le pouvoir eux-mêmes.

dalisme ont eu pour théâtre la région la plus cultivée d'Espagne. On sait que les Asturies (province d'Oviedo) sont situées sur la côte nord de l'Espagne, à peu près à égale distance entre Saint-Sébastien et le cap Finisterre. C'est une région particulièrement « éclairée », si l'on ne considère que le nombre des écoles. On a répété si souvent que l'*instruction* est la source de toute moralité : « Qui ouvre une école ferme une prison ! » disait Victor Hugo. Or, les Asturies sont le pays d'Espagne où il y a le plus d'écoles. Celles-ci dépassent le chiffre de 2.500 pour les établissements de l'Etat, et il faut ajouter à ce chiffre les écoles fondées par les directions minières privées, par les congrégations religieuses, les émigrés d'Amérique, etc. Il y a à Oviedo une Université très estimée et considérée comme tout à fait « moderne » !

Or, c'est un fait, douloureux mais mémorable, que tant d'éléments propices à la culture humaine n'ont servi à rien. « Des brutes ont surgi, qui non seulement se sont livrées contre les personnes aux pires atrocités, mais se sont appliquées avec une joie féroce à détruire tout ce qui signifiait instruction ou tradition artistique. Une horde a brûlé l'Université et son importante Bibliothèque : elle a brûlé l'Institut d'enseignement secondaire, dont la Bibliothèque n'était pas moins complète. Un grand nombre d'écoles furent aussi la proie des flammes ! »

C'est par milliers qu'il faut chiffrer les victimes de ces journées sanglantes. Non seulement il y eut beaucoup de tués dans la troupe, mais la population civile ne fut pas épargnée[1]. Les pages d'horreur que la Révolution a écrites dans les Asturies dépassent en atrocités celles de la Commune en 1871. Si Mgr Darboy fut fusillé, avec d'autres otages, ils ne furent que fusillés. A Oviedo, un prêtre fut brûlé vif, des ingénieurs des mines furent massacrés, et l'on sait que la chair d'un moine fut mise en vente avec cette inscription : *Viande de porc !*

Un autre trait à retenir, ce fut l'acharnement diabolique des révoltés contre les richesses monumentales et artistiques de la région. Un raffinement de « connaisseur » dicta le choix des édifices voués à la destruction. Tout ce qu'il y avait de plus beau fut visé avec une rage systématique et véritablement incompréhensible ! Quel mystère que le fond de l'âme humaine, lorsque les passions s'y montrent à nu ! Car enfin cette rage qui s'acharne contre des pierres, parce qu'elles représentent de la beauté, c'est quelque chose d'inouï ! On se demandait d'où pourraient venir, contre notre civilisation actuelle, les barbares qui détruisirent la civilisation romaine ; voilà qui nous apprend que les barbares sont à nos portes. Jésus a dit : « Le royaume de Dieu est au dedans de vous ! » Mais on pourrait dire aussi : « Le royaume de Satan est au dedans de vous ! » C'est à la dynamite que les révoltés ont détruit les restes incomparables de l'architecture médiévale, les joyaux conservés dans l'Arche sainte de la Chambre sainte, mis en pièces les objets d'art uniques ciselés par les orfèvres du IXe siècle. Ce n'est que par miracle que la merveilleuse cathédrale d'Oviedo a échappé à la destruction. Chose étrange : les misérables démolisseurs ont respecté les monuments médiocres de l'ère moderne ; ils n'en voulaient qu'aux chefs-d'œuvre irremplaçables du Moyen-Age catholique !

Un dernier trait à signaler dans cette insurrection, c'est l'intervention des étrangers. Ils n'ont pas eu, semble-t-il, à fournir de l'argent, car les révoltés en étaient abondamment munis, mais ils ont organisé, ils ont aidé, encouragé, excité. Et ces étrangers se recommandaient surtout des méthodes russes. La Russie ne s'est pas contentée de suggérer, par son exemple, au prolétariat espagnol les possibilités du triomphe et l'idée d'une organisation consécutive à la victoire, elle a enseigné chez nos voisins les méthodes de guerre civile. Méditons ce que dit très bien le comte de Romanones : « Puisse l'avertissement être salutaire aux gouvernements menacés du même mal et qui se croisent les bras ! »

Toutefois, on ne saurait dire s'il y a eu, en Espagne, intervention directe d'émissaires du gouvernement soviétique.

Et maintenant que la révolte a été, à grand' peine, maîtrisée, il reste à savoir quelles leçons les hommes responsables de l'ordre sauront en tirer.

Deux points surtout doivent attirer leur attention : la situation spirituelle de la jeunesse, c'est-à-dire le régime scolaire, surtout dans le peuple des ouvriers, — et la part prise à la révolte par les classes dites bourgeoises, ou plus exactement par des hommes appartenant à cette classe moyenne et libérale qui était considérée, depuis un demi-siècle, comme le soutien de l'ordre en face du prolétariat révolutionnaire.

Il est sûr que les insurrections ont presque dans tous les temps puisé leurs éléments dans la classe ouvrière, parmi les éléments prolétariens, qui se regardent comme une classe sacrifiée et opprimée. Le problème du prolétariat est l'un des plus angoissants des problèmes humains. La religion chrétienne apportait une base de solution, mais une base seulement. Il fallait et il faudra toujours construire quelque chose sur cette base. Il est bien beau de dire aux malheureux : « Si vous êtes pauvres, c'est par votre faute ; avec du travail et de l'économie, vous seriez arrivés à sortir de la misère. Tournez-vous vers la vie future, puisque la vie présente vous refuse ses avantages. » Le mot du Christ : *Aimez-vous les uns les autres*, ne comporte pas que ces vagues paroles teintées, dans certaines bouches, d'une affreuse ironie.

Mais si l'on en vient à supprimer même la base, que peut on offrir au prolétariat ? La société moderne repose sur une impossibilité. Elle a rompu avec l'Eternel et elle veut que les ilotes continuent à tourner la roue en silence ! C'est absurde et c'est

[1] N'oublions pas cela en France : une tentative de révolution par le Front commun, cela signifierait des massacres non seulement dans la troupe ou parmi les révolutionnaires, mais aussi dans la population elle-même.

criminel ! C'est pourquoi, de nos jours, l'esprit révolutionnaire se manifeste d'une part chez un grand nombre de membres de la classe aisée, soit par une sorte de réflexe chrétien détourné de ses origines, un *Misereor super turbam* qui n'a plus la profondeur divine de celui du Christ, soit par ambition, cynisme, besoin de nouveauté, d'aventures, lassitude de la banalité courante, aveuglement d'école, etc., — et d'autre part chez un grand nombre de tout jeunes hommes, qui ne veulent plus travailler en esclaves résignés et s'engagent dans les bandes organisées du désordre et de l'anarchie. Beaucoup des *pistoleros* dont nous parlions tout à l'heure sont des jeunes gens de 18 à 20 ans. Or, c'est cela qui doit faire trembler pour l'avenir ! Tant que vous n'aurez pas touché au régime scolaire, que vous n'aurez pas restauré les puissances de spiritualité et d'idéalisme dans la jeunesse, vous ne ferez que déverser régulièrement dans la société des bataillons de jeunes hommes de plus en plus révoltés, de plus en plus turbulents et ingouvernables. Ecoutons le comte de Romanones :

« Tous les cadres de la vie civile et militaire seront remplis, dans un lustre ou deux, par cette adolescence d'aujourd'hui. Aussi les hommes réfléchis se trouvent-ils en face d'un problème menaçant, qu'ils doivent résoudre, sous peine de mort pour la société. Et le problème n'est pas seulement espagnol. Tous les pays se trouvent plus ou moins aux prises avec lui. La question de la révolution soviétique en Espagne n'intéresse pas seulement mon pays, mais toute l'Europe occidentale. La terrible importance des événements qui viennent de se dérouler en Espagne, oblige l'homme d'Etat, non seulement à les considérer avec attention, mais à étudier, au-delà, le plus lointain horizon. Il ne suffit pas de réprimer, de châtier. Il ne suffit pas d'édicter des lois qui mettent obstacle aux activités destructrices des organisations ouvrières et des étrangers indésirables. Il ne suffit pas de renforcer la défense de l'Etat, de créer, en face des groupements anarchistes ou socialistes, d'autres groupements destinés à accueillir dans un esprit de cordialité, de fraternité, les revendications ouvrières. Il ne suffit pas de combattre le chômage et d'élever dans le peuple le niveau du bien-être et de la culture. Rien ne sera efficace tant que l'on ne sera pas arrivé au désarmement spirituel, c'est-à-dire que l'on n'aura pas allumé dans les âmes l'ardent désir de la solidarité. »

Le comte de Romanones termine son article en poussant un cri d'alarme pour la civilisation. Il est de ceux qui la voient en péril. Il constate que le « libéralisme », qui a été le rêve de sa vie, n'était qu'une « noble idéologie, » à laquelle lui et ses semblables ont sacrifié « les intérêts suprêmes de la patrie. » Il y a dans cet aveu une sorte de remords. Il est fâcheux qu'il ne pousse pas son analyse jusqu'à l'Evangile, qu'il ne comprenne pas ou ne dise pas que l'origine de tous nos maux est l'abandon de la Charte d'amour de Dieu et de nos frères que proclama, il y a dix-neuf siècles, le Sauveur du monde. Il se console en disant que les idées libérales, qu'il défendit toute sa vie, restent d'excellentes idées, mais qui ne sont faites que pour les *périodes pacifiques,* qui sont tout de même les périodes *normales.* Mais il conclut que ces idées ne valent plus rien en période de « guerre sociale ».

Seulement, il ne se demande pas si la guerre sociale ne vient pas justement de l'application des idées libérales, si le libéralisme ne mène pas tout droit à un état spirituel, social, politique, d'où la guerre sociale découle comme une conclusion de ses prémisses. Or, nous sommes convaincus et nous ne cesserons de répéter que c'est justement le cas : le libéralisme, les institutions dites libérales, en laissant le champ libre aux puissances destructrices de la foi, de l'espérance, de la charité, aboutissent fatalement à l'ébranlement des bases de la stabilité sociale. Il y a dans le libéralisme même une sorte de divinisation de toutes les opinions qui aboutit finalement à la facilité donnée aux plus néfastes de naître, de se propager, de faire dans la société tous les ravages, jusqu'au jour où l'on s'aperçoit qu'il est trop tard. Il y a un vieux proverbe qui dit : « Il vaut mieux prévenir que guérir ! » Le libéralisme consiste à dire tout le contraire !

VIII

On vient de voir que l'influence russe n'a pas été étrangère aux troubles qui ont ensanglanté l'Espagne. Dans le même ordre d'idées nous voudrions, en terminant cette Causerie, signaler que le comte de Fels, directeur de la *Revue de Paris,* continuant sa publication de *Lettres provinciales* entre un franc-maçon de Paris, nommé Fargeot, et un franc-maçon de province, nommé Segouffin, nous donne, dans le nº du 1er janvier, un avertissement important, en intitulant son article : *Fargeot découvre Moscou.*

Si le comte de Fels est bien informé, il s'ensuivrait que la franc-maçonnerie française vient de s'apercevoir que Moscou détient le secret de cet étatisme que la franc-maçonnerie a toujours rêvé de faire peser sur toutes les consciences françaises. Le franc-maçon Fargeot, qui aspire à la dictature de gauche chez nous, selon M. de Fels, s'exprime dans les termes édifiants que voici :

« Tout ce que nous vénérions jusqu'à présent, en France : la liberté, la démocratie, le parlementarisme, l'antimilitarisme, est honni, conspué et aboli en Russie. C'est une grande leçon pour nous ! Pour l'établissement du pouvoir absolu, sans lequel la Maçonnerie française ne pourrait pas travailler à la construction de la société humaine, quelle instruction nous pouvons puiser dans l'étude de la Constitution russe !... Mon voyage en Russie, si tu en juges par ces quelques révélations, m'a affranchi de beaucoup de vains préjugés qu'avait développés en moi l'ambiance parlementaire où je vivais depuis plusieurs années. L'atmosphère délétère du Palais-Bourbon atrophie notre intelligence et paralyse notre énergie. Vive la Russie, Segouffin ! Tovaritch ! Nitchevo !

La mission que j'avais à remplir était d'étudier l'organisation soviétique, de juger quel intérêt elle présentait pour notre Ordre et en dernier lieu, en comparant les choses de la France et